

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 05/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BAYER SAS

14 Rue Pierre Baizet
BP 99163
69009 Lyon

Références : UDR-TESSP-24-172-CD
Code AIOT : 0006103642

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2024 dans l'établissement BAYER SAS implanté Centre de Recherche de La Dargoire 14, impasse Pierre Baizet CS 99163 69009 Lyon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce site a connu 2 incidents en 2023 et 2024, à 3 mois d'intervalle, avec intervention du SDMIS :

- Le vendredi 3/11/2023 vers 21h30

- Dégagement de fumée dans les locaux suite à la combustion de végétaux dans une étuve
- 15 m² de locaux enfumés
- Déplacement de l'exploitant sur les lieux qui a pris en charge la suite de l'intervention

- Dans la nuit du 26 au 27/01/2024

- Échauffement anormal d'un bac dans une étuve

- Appel du SDMIS par l'agent de sécurité
- Action de refroidissement et de ventilation des locaux

L'Inspection a été informée de ces incidents par le SDMIS. La présente visite a pour objectif de faire le point sur ces incidents : causes, état des installations, mesures préventives et correctives prises. En parallèle, une inspection est menée pour faire un point sur la situation administrative du site et le suivi des contrôles périodiques sur les installations soumises au régime DC.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BAYER SAS
- Centre de Recherche de La Dargoire 14, impasse Pierre Baizet CS 99163 69009 Lyon
- Code AIOT : 0006103642
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de La Dargoire est un centre de R&D mondial dédié aux maladies des plantes, notamment celles liées aux champignons et aux solutions de synthèse pour protéger les plantes de ces maladies. Il abrite différentes activités :

- Activités de R&D sur les domaines de la biologie, de la biochimie et de la chimie ;
- Activités de support avec de la chimie analytique et de la logistique d'échantillons ;
- C'est également un espace dédié aux nouvelles technologies et à l'innovation.

Historiquement, ce site ,créé au début des années 1960 et qui a connu un essor dans les années 1980, appartenait au groupe Rhône-Poulenc, puis au groupe Aventis. Depuis 2002, il fait partie du groupe BAYER.

Le site compte environ 200 employés BAYER et une trentaine de prestataires dans les domaines de la maintenance, du nettoyage, de la sécurité / poste de garde, de la logistique (réception, livraison, courrier...), de l'informatique et de la restauration.

En interne, en plus des équipes R&D, des équipes interviennent en support des activités principales :

- Support technique du prestataire de maintenance ;
- Equipe HSE ;
- Equipe biosécurité

.

Depuis 2007, le groupe a investi 90 M€ sur le site pour améliorer le laboratoire et les équipements de recherche.

L'activité du site est réglementée par l'arrêté ministériel du 04/08/2014 (emploi de GES fluorés dans des équipements clos en exploitation – rubrique 1185-2a) et par l'arrêté ministériel du 03/08/2018 (installation de combustion alimentée au gaz naturel avec une puissance thermique supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW Rubrique 2910-A2).

Le site est soumis au régime de déclaration contrôlée (DC) pour ces deux rubriques.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 22/08/2021, article L.511-1 et suivants	Demande d'action corrective	1 mois
5	Prévention risque incendie étuve bâtiment B1	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Contrôle périodique des groupes froids	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe 1, point 1.1.2 et Code de l'Environnement du 9/12/2005, article R512-58	Sans objet
3	Contrôle périodique des chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe 1, point 1.1.2	Sans objet
4	Incidents sur étuve Bâtiment B1	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées et de proposer des pistes d'amélioration à l'exploitant par rapport à la prévention incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/08/2021, article L.511-1 et suivants
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE
Prescription contrôlée : <u>Art. L511-1:</u> Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour

l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Art. L511-2 :

Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.

Constats :

L'exploitant a transmis une synthèse de la situation administrative du site au regard de la nomenclature ICPE. Le site est soumis au régime de la déclaration contrôlée. Il exploite des installations soumises aux rubriques suivantes :

- **1185-2a : Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).** 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.

L'exploitant a présenté à l'Inspection un fichier de suivi des différents gaz présents sur le site. Le site comprend une cinquantaine de groupes froids, qui représentent un total de 1 020kg de gaz fluorés.

L'exploitant a déposé une déclaration de modification en date du 04/03/2024 pour un nouveau groupe froid, amenant à faire évoluer la quantité totale de gaz sur le site. Le total des 1 020 kg tient compte de cette évolution.

Durant la visite, l'Inspection a constaté sur un échantillon que le contrôle d'étanchéité avait été réalisé mais a soulevé une anomalie sur la date (décembre 2024).

- **2910-A2 : Installations de combustion alimentée au gaz naturel si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :** 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW

L'exploitant dispose d'une chaufferie avec 3 chaudières identiques Hoval modèle UltraGas 1000 d'une puissance nominale de 1000 KW chacune, soit une capacité totale de 3 MW (plaques de puissance vérifiées par l'Inspection durant la visite).

La chaufferie du bâtiment B1 (2,6 MW) a été définitivement arrêtée cette année. L'inspection a rappelé que cette cessation d'activité doit être déclarée par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : L'exploitant doit, dans un délai de 1 mois, déclarer auprès de l'administration compétente la cessation d'activité de la chaufferie consignée du bâtiment B1 d'une puissance de 2.6 MW.
Demande n°2 : L'exploitant doit, dans un délai de 1 mois, s'assurer que les étiquetages relatifs aux contrôles d'étanchéité des groupes froids ne présentent pas d'anomalies, et dans le cas contraire, se mettre en conformité par rapport aux contrôles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Contrôle périodique des groupes froids

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe 1, point 1.1.2 et Code de l'Environnement du 9/12/2005, article R512-58
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles périodiques
Prescription contrôlée : <u>AM du 04/08/2014 - Annexe 1, point 1.1.2 Contrôle périodique : prescriptions spécifiques aux installations soumises à la « rubrique 1185-2a »</u> (Arrêté du 22 octobre 2018, article 8.2 point 1) L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme « Objet du contrôle », éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention « Objet du contrôle ». Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention « le non respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ». <u>CE du 09/12/2015 - Art. R512-58</u> [...] Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service. [...]
Constats : Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que le 1er et seul contrôle périodique réalisé sur les groupes froids date du 19/04/2022, alors que la déclaration ICPE des installations a été faite le 01/03/2013. il s'est donc écoulé une période de 9 ans. L'exploitant a indiqué que le non-respect du délai réglementaire de 6 mois qui doit faire suite à la mise en service de l'installation était lié à un manque de connaissance de la réglementation ICPE en interne. L'arrivée d'une technicienne au service HSE a notamment permis une mise en conformité du site sur ce point. L'exploitant a précisé se faire accompagner par un prestataire sur la veille réglementaire, avec un suivi trimestriel de la conformité des installations du site par rapport aux évolutions de la réglementation.

L'Inspection a rappelé à l'exploitant la nécessité de respecter le délai maximum de 6 mois pour réaliser le contrôle initial de toute installation soumise à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle périodique des chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe 1, point 1.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles périodiques

Prescription contrôlée :

AM du 03/08/2018 - Annexe 1, point 1.1.2 Contrôle périodique

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.

Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme " Objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention " Objet du contrôle ". Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ".

Le délai maximal pour la réalisation du premier contrôle est défini à l'article R. 512-58 du code de l'environnement. L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.

CE du 09/12/2015 - Art. R512-58

[...] Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service. [...]

Constats :

Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que le 1er et seul contrôle périodique réalisé sur les chaudières date du 19/04/2022, alors que les 3 nouvelles chaudières ont été déclarées au titre de la nomenclature ICPE le 03/07/2018, soit près de 4 ans plus tôt.

L'exploitant a indiqué que le non-respect du délai réglementaire de 6 mois pour réaliser le contrôle périodique initial était lié à une incertitude sur le fait de conserver ou non l'une des chaudières (la plus ancienne, d'une puissance nominale de 2,6 MW). Cette chaufferie, qui servait de secours en cas de panne de la chaufferie du bâtiment E, était très peu utilisée. après sa mise en conformité, l'exploitant a finalement décidé de la consigner. En 2018, l'exploitant a rénové entièrement la chaufferie et installée les 3 nouvelles chaudières de 1 MW chacune.

Comme pour le constat précédent, l'Inspection a rappelé à l'exploitant la nécessité de respecter le délai maximum de 6 mois pour réaliser le contrôle initial de toute installation soumise à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Incidents sur étuve Bâtiment B1

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Suite incidents

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'étude du bâtiment B1 a fait l'objet de 2 incidents (surchauffe avec dégagement de fumée) avec intervention du SDMIS dans les deux cas :

- Le vendredi 03/11/2023 à 21h04
- Le vendredi 26/01/2024 à 23h24.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que cette étuve sert à détruire les déchets (plantes + terreau) de la zone classée en niveau 2 de biosécurité. Ce classement oblige l'exploitant à détruire le matériel biologique d'expérimentation là où il est généré avant son élimination, afin d'éviter tout risque de contamination d'autres végétaux par les pathogènes étudiés. Pour ce faire, un cycle complet (montée en température à 300°C pendant une certaine durée) est appliqué au sein de l'étuve pour inactiver la matériel biologique. L'étuve est utilisée de manière hebdomadaire (le vendredi en fin de journée) sur une petite quantité de déchets (entre 1 et 2 petits chariots).

L'exploitant indique que les 2 incidents sont liés à une suite de dysfonctionnement humains et organisationnels, en précisant que les déchets doivent être humides avant leur mise en étuve pour pouvoir être consommés ; dans le cas contraire, ils flambent ce qui génère de la fumée. Deux détecteurs de fumée sont disposés dans le périmètre de l'étuve.

Par ailleurs, l'exploitant a remonté à l'Inspection un fort turn-over des équipes de sécurité chez sa société prestataire, pouvant être à l'origine d'une méconnaissance du site et des procédures associées. La procédure d'urgence prévoit une liste de personnes BAYER à contacter en cascade par le poste de garde, le responsable HSE étant en première ligne. Dans les deux cas d'incidents, les agents de surveillance ont directement contacté le SDMIS, sans contacter au préalable le personnel BAYER. Durant sa visite, l'Inspection a constaté que cette liste de contact est disponible au poste de garde, au sein d'un classeur, mais que le personnel de sécurité ne semblait pas en avoir connaissance et n'a pas été en mesure de la retrouver seul.

L'exploitant, à la demande de l'Inspection, a transmis en amont de la présente visite les comptes-

rendus de chacun des deux incidents, indiquant les causes et les mesures correctives mises en place post incident :

- Incident du 03/11/2023 : le volume d'activité expérimentale était moindre qu'à l'usage, entraînant une accumulation des déchets et ainsi leur déshydratation avant leur mise en étuve, sans qu'ils ne soient réhydratés par les biologistes ; ces derniers étant des nouveaux arrivants. Le dégagement de fumée a provoqué le déclenchement de l'alarme, donc l'arrivée du garde puis son appel au SDMIS qui est intervenu sur site engendrant la destruction du système de sécurité de la porte de l'étuve. Suite à cet incident, des mesures correctives ont été mises en place par l'exploitant : rappel aux équipes R&D de l'importance de l'humidification des plantes et de la procédure d'utilisation de l'étuve + communication au service de sécurité sur le fonctionnement et les dysfonctionnements possible de l'étuve et des consignes d'urgence à suivre.
- Incident du 26/01/2024 : un nouvel agent de surveillance était d'astreinte, seul au poste de sécurité et n'avait a priori pas été formé aux procédures d'urgence. Suite au déclenchement de l'alarme à incendie, il s'est déplacé pour une levée de doute et a constaté que la porte de l'étuve était brûlante. Il a appelé directement les pompiers sans contacter le responsable HSE. De nouvelles mesures correctives ont été prises par l'exploitant : précision, formalisation, affichage et mise à disposition de la procédure d'humidification des plantes + organisation de réunion trimestrielles entre la société chargée de la sécurité du site et le chef de site + ajout d'une signalétique sur la porte de l'étuve (attention surface chaude).

L'inspection a pu constater durant la présente visite que les procédures d'humidification et la signalétique d'information étaient bien affichées sur site, dans la zone d'intervention au niveau de l'étuve.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention risque incendie étuve bâtiment B1

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Suite incident

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a indiqué disposer en interne, sur site, d'une équipe de seconde intervention (ESI) d'une quinzaine de personnes avec tous les équipements de sécurité et de lutte incendie nécessaires. Cette équipe peut intervenir uniquement en horaires ouvrés et de jour. L'inspection a pu visiter le local ESI.

Durant la présente visite, l'Inspection a constaté un certain nombre de mesures correctionnelles mises en œuvre par l'exploitant (cf. constat précédent), mais juge qu'elles ne sont pas suffisantes pour écarter tout risque d'incendie.

L'exploitant a indiqué que les dysfonctionnements de l'étuve ne sont pas susceptibles d'engendrer d'incendie et qu'il faut attendre que l'étuve redescende en température. L'Inspection juge toutefois que la qualification de la bascule entre dysfonctionnement mineur et risque probable d'incendie est complexe et trop incertaine ; elle ne peut être faite à l'appréciation seule d'un gardien dont ce n'est pas la compétence. L'Inspection a par ailleurs constaté une défaillance opérationnelle au sein de l'équipe de sécurité, traduisant un manque de formation des équipes.

L'inspection considère que l'exploitation présente des non-conformités vis-à-vis de la prévention incendie et que des améliorations sont nécessaires (cf. demandes ci-après).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°3 : L'exploitant doit, sous 1 mois, faire évoluer la procédure d'utilisation de l'étuve du bâtiment B1 en intégrant un contrôle croisé par les biologistes, notamment pour réduire le risque d'erreur humaine et l'oubli d'humidification des plantes.

Demande n°4 : L'exploitant doit, sous 1 mois, imposer une utilisation de l'étuve en journée afin de permettre l'intervention des ESI en cas de dysfonctionnement de l'étuve.

Demande n°5 : L'exploitant doit, sous 2 mois, mettre en place pour les gardiens des exercices tests sur des cas pratiques afin de compléter la formation "théorique" qui leur est délivrée et de renforcer leur réactivité et leur opérationnalité en situation d'urgence.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois